



Arrêts maladie justifiés : Pressions, entretiens, menaces et courriers... Ensemble, défendons nos droits !

A Renault à Douai.

Beaucoup d'entre nous ont entendu parler de l'ouvrier de Renault à Douai qui a été licencié pour avoir été en arrêt maladie justifié 16 jours au total durant l'année 2015 et 26 jours en 2014.

C'est révoltant, et cela montre à quel point la direction de Renault Douai veut remettre en cause le droit pour les salariés de se soigner en cas de maladie.

Pour le moment, ce qu'a fait Renault est encore hors la loi, mais on ne sait pas dans quel sens le tribunal des Prud'hommes jugera cette affaire...

Car toutes les mesures du gouvernement vont dans le sens de la remise en cause des quelques lois qui protègent les travailleurs.

Et un tribunal a récemment condamné 8 ouvriers de Goodyear à 9 mois de prison ferme pour avoir retenu deux cadres dans leur bureau pendant 30 heures dans le but de faire pression contre 1 153 licenciements.

A TMMF.

Dès le début de l'usine, la direction a organisé la pression contre les salariés en arrêt de travail, avec pour objectif de licencier au bout du compte, même si les arrêts maladie sont valables et justifiés.

Il y a 12 ans, une inspectrice du travail avait dénoncé ce système d'entretien de retour de maladie avec les G/L, A/M et TMR, ce système de courriers pour reprocher les arrêts de travail...

La direction de TMMF a continué, jusqu'à licencier en 2008 un de nos camarades de travail, Eddy CAIL. Ses collègues à l'époque l'avaient soutenu, par une pétition, par une collecte... Un mouvement de grève aurait fait une pression encore plus forte sur la direction de TMMF.

Eddy a continué à se défendre. Il a porté plainte et obtenu l'annulation de son licenciement en 2009, avec paiement des salaires non perçus, et réintégration à son poste de travail. Le jugement de la Cour d'Appel de Douai a même été confirmé par la Cour de Cassation en 2010. Eddy CAIL travaille toujours à TMMF.

Depuis quelques mois, la direction de TMMF revient à la charge, et demande aux chefs, aux A/M et aux TMR de généraliser les entretiens de retour, qui sont de plus en plus menaçants en fonction du nombre d'arrêts de travail.

Et des courriers de menaces, ayant pour objet "le présentéisme", commencent à être distribués ou envoyés en recommandé.

Alors, ne subissons pas seuls ces pressions et ces menaces de licenciements lorsqu'on tombe malade et qu'on a besoin de se soigner ! Parlez-en à vos camarades de travail. Contactez les délégués CGT. Ensemble, défendons nos droits !

Pour contacter la CGT :

Eric PECQUEUR 06 29 36 87 40 (Ass. Eq. Bleue)
Bruno LECLERCQ 06 18 44 91 11 (Ass. Eq. Jaune)
J. Christophe BAILLEUL 06 20 62 50 83 (Presses Eq. Bleue)
Daniel RAQUET 06 03 40 05 48 (Ass. Eq. Bleue)
Guillaume VASSEUR 06 73 35 84 14 (Ass. Eq. Bleue)
Bruno GODULA 06 37 80 03 21 (Log. Eq. Verte)

Edith WEISSHAUPT 06 68 36 14 71 (Peinture Eq. Bleue)
Olivier FROMONT 06 03 81 86 59 (Weld. Eq. Jaune)
Michaël DURUT 06 51 89 04 24 (Log. Eq. Jaune)
Salvatore ADDIS 06 63 01 59 08 (Log Eq Jaune)
Sylvain NIGUET 06 77 26 47 05 (Peinture Eq Jaune)

Ainsi que tous les militants de la CGT connus dans les ateliers

ou par mail : cgt.toyota@live.fr



MOBILISATION REGIONALE POUR L'EMPLOI



JEUDI 25 FEVRIER 2016

GREVES ET MANIFESTATION

10 HEURES PLACE D'ARMES

A VALENCIENNES

TOUS CONCERNES, TOUS EN GREVE ...

Alors que le Patronat touche des millions d'euros d'argent public avec le CICE, subventions et allègements en tous genres pour soit disant rester compétitif et préserver l'emploi...

Le Patronat a engagé la casse de l'emploi et de l'industrie au travers de vastes restructurations dans les groupes et les entreprises avec l'aide du Gouvernement à sa botte.

Pour exemple, en même temps que son annonce de fermeture du laminoir de Saint-Saulve, VALLOUREC va toucher, **500 millions d'euros de la B.P.I.** (Banque Publique d'Investissement) pour assurer et accompagner la casse de l'emploi. **Cette somme pourrait payer les salaires de 1 600 salariés pendant 10 ans.**

Et c'est sans parler des **2,2 milliards d'euros** qui ont été versés **aux actionnaires de VALLOUREC** sur ces 12 dernières années. **Cette somme pourrait payer les salaires de 6 000 salariés durant 10 ans à hauteur de 30 000 euros par an.**

Plus une semaine ne passe sans que le Patronat menace de supprimer, ou supprime des centaines d'emplois dans les entreprises. ET TOUT EST BON !!!

- Plan de licenciements
- Fermetures d'entreprises
- Précarité (intérimaires, contrats pro,...)
- Suppressions de postes pour toujours plus de productivité avec une dégradation des conditions de travail pour ceux qui restent.
- Augmentation des ruptures conventionnelles (licenciements déguisés)

Quand une entreprise ferme, elle ferme non seulement pour les salariés qui y travaillent mais elle ferme aussi pour les générations futures ...

Quel avenir pour nos enfants, si nous laissons faire ???

Le JEUDI 25 FEVRIER 2016, EXIGEONS ...

- Le maintien de tous les emplois et la sauvegarde des sites industriels directement menacés VALLOUREC, AKERS, AREVA, CEREC, FRANÇAISE DE MECANIQUE...
- L'ouverture des bureaux d'embauche partout pour donner un avenir aux jeunes et améliorer les conditions de vie et de travail... RENAULT DOUAI (1200 intérimaires), à TOYOTA (600 intérimaires)...
- L'arrêt des suppressions de postes de travail à SEVELNORD, PSA VALENCIENNES, F.M. qui dégradent les conditions de travail et menacent la pérennité des sites.
- L'arrêt des politiques d'austérité engagées par le Gouvernement et l'Europe, qui plombent les marchés publics et les commandes chez OUTINORD, BOMBARDIER, ALSTOM...

Les perspectives pour les travailleurs, les retraités, les jeunes, et les générations à venir ne peuvent pas être le chômage, la précarité et la pauvreté.

